

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

OTC

)

M6, Enquête exclusive - Bakou, le nouveau Dubaï du Caucase

Bernard de la Villardière proposa hier soir dimanche 28 février 2021 à 23h10 sur M6 un numéro de son magazine « Enquête Exclusive » avec pour sujet Bakou, le nouveau Dubaï du Caucase. Un reportage relativement équilibré qui permit à Bernard de la Villardière en excellent reporter de se rendre tant en Azerbaïdjan qu'en Arménie afin d'analyser les véritable enjeux de la situation actuelle dans la région. Un bon reportage que vous pouvez revoir en replay sur M6. Hier soir juste après la diffusion de cet excellent reportage, vous étiez nombreux sur les réseaux sociaux à saluer cette émission qui donna un juste aperçu de la situation après le conflit en Artsakh.

Krikor Amirzayan

Enquête Exclusive sur M6

Capitale de l'Azerbaïdjan, ancienne république soviétique aux portes de l'Europe, Bakou est la ville de tous les excès. Avec ses gratte-ciels de verre, ses hôtels 5 étoiles, ses boutiques de luxes et ses chantiers titanesques, on la surnomme la « Dubaï du Caucase ». Ici, l'argent du pétrole coule à flot, même au cœur de la ville. Et les habitants se baignent dedans pour soigner certaines maladies. Après avoir accueilli l'Eurovision et de nombreuses épreuves sportives, Bakou est l'une des étapes reines du championnat du monde de Formule 1. Une ville riche, clinquante et surprenante, totalement fermée aux touristes jusqu'au début des années 90, aujourd'hui grande fierté de Ilham Aliyev, président de l'Azerbaïdjan. Ayant succédé à son père en 2003 à la tête de ce pays qu'il dirige depuis d'une main de fer, Ilham Aliyev a fait nommer sa femme, la très glamour Mehriban Aliyeva, vice-présidente du pays. Indépendant depuis 30 ans, ce petit état à cheval entre l'Europe et l'Asie a récemment été mis en lumière lors de la guerre contre l'Arménie dans le Haut-Karabakh, une région située à l'ouest de Bakou. Après des mois de négociation, nos équipes ont obtenu l'autorisation exceptionnelle de

filmer dans ce pays désormais ouvert, mais où tout est sous contrôle. Impossible de faire un pas sans être accompagné par un représentant du pouvoir. Nous avons pourtant réussi à filmer, en coulisses, la vie quotidienne en Azerbaïdjan. Ici, 90% de la population (10 millions d'habitants) est musulmane, mais le pays reste laïc et les femmes comme Niggar Jamal, plantureuse chanteuse qui a remporté l'eurovision en 2011, vivent à l'occidentale, n'hésitant pas à se promener en petite tenue et à afficher leur réussite. Mais derrière les pétro-dollars et les façades ultra bling-bling, il y a un monde caché. À la sortie de Bakou, la capitale, des clôtures servent de cache-misère aux toits en tôle des bidonvilles qui s'amoncellent. Malgré les revenus pétroliers, beaucoup vivent sous le seuil de pauvreté. Les grands chantiers d'embellissement ont exproprié des milliers de familles. Et ici, la corruption et le clientélisme sont rois. Quant aux opposants au régime qui dénoncent un pays à deux vitesses et s'interrogent sur la fortune colossale du couple présidentiel, ils sont obligés de vivre en exil. Enquête sur Bakou, l'extravagante capitale de l'or noir aux portes de l'Europe

Le replay Enquête exclusive - Bakou, le nouveau Dubaï du Caucase est proposé en streaming gratuit pendant quelques jours après sa diffusion sur M6.

Popularité : 1/5 • 28 février 2021 • Durée : 73mn • Replay M6 • Emissions

Emission : Enquête exclusive

2.L'Express

2 mars 2021

Meurtrie par la guerre, l'Arménie en proie aux troubles politiques - L'Express

Meurtrie par la guerre, l'Arménie en proie aux troubles politiques

Erevan - Mari Hovhannissian, enceinte de six mois, ne peut contenir sa rage quand elle exige la démission du Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, plus de trois mois après une désastreuse défaite militaire face à l'Azerbaïdjan.

"Je suis contre ce régime, contre ce traître qui a vendu notre pays, notre drapeau, notre nation", tonne la jeune femme de 36 ans. "Il doit aller en prison, il ne peut pas rester à sa place".

En cette journée d'hiver, plusieurs milliers de personnes manifestent autour d'elle contre le gouvernement à Erevan, agitant le drapeau rouge, bleu et or de l'Arménie.

A un kilomètre de là, Nikol Pachinian est lui aussi de sortie. Il harangue une foule bien plus nombreuse, réunie sur la place de la République.

"Si l'opposition parlementaire est d'accord pour des élections anticipées, nous serons aussi d'accord", lance le Premier ministre, à travers un mégaphone. "Seul

le peuple peut décider qui restera au pouvoir”, martèle-t-il.

L'Arménie, un pays pauvre et montagneux du Caucase, traverse une profonde crise politique depuis sa débâcle dans la région indépendantiste du Nagorny Karabakh face à son ennemi juré: l'Azerbaïdjan.

Après six semaines de combat ayant fait plus de 6.000 morts, le gouvernement arménien a été contraint mi-novembre d'accepter un cessez-le-feu, sous la médiation de Moscou, qui a consacré d'importants gains territoriaux pour l'Azerbaïdjan et le déploiement de forces de maintien de la paix russes.

L'Arménie a notamment perdu la ville symbolique de Choucha et des territoires entourant cette région qui avait fait sécession de l'Azerbaïdjan au début des années 1990, lors d'un premier conflit ayant causé la mort de 30.000 personnes.

La défaite de l'automne 2020, après des décennies de rhétorique guerrière célébrant la victoire des années 1990, est un important revers historique pour Erevan.

Trois mois plus tard, “une trop grande partie de l'Arménie, y compris l'armée et le gouvernement, est toujours dans le déni”, note Richard Guiragossian, directeur du Regional Studies Center, un centre de réflexion basé à Erevan.

Dès lors, le pays “ne peut pas faire son deuil”, estime l'expert.

- Retour de la vieille garde ? -

A cela s'ajoute le bras de fer entre l'opposition et le Premier ministre, qui refuse de quitter le pouvoir malgré la défaite.

La semaine dernière, Nikol Pachinian a même crié à la tentative de coup d'Etat militaire après que son état-major a appelé à sa démission.

Arrivé au pouvoir en 2018 à la faveur d'une révolution pacifique, le Premier ministre s'écharpe désormais avec le président, Armen Sarkissian, qui refuse de signer la démission du chef de l'armée, ordonnée par Nikol Pachinian.

Lundi, M. Pachinian, 45 ans, a bien évoqué la possibilité d'élections anticipées pour débloquer la situation, mais aucun accord précis n'a été annoncé pour l'heure.

“En cas d'élections libres et honnêtes, le parti de Pachinian conserverait sans doute une majorité parlementaire réduite mais qui fonctionne”, affirme Richard Guiragossian.

Le Premier ministre profite en effet de “l'absence de rival crédible” au sein d'une opposition “très impopulaire et profondément discréditée”, selon M. Guiragossian.

C'est que les principaux soutiens de l'opposition semblent être issus de la classe dirigeante renversée lors de l'arrivée au pouvoir de Nikol Pachinian.

Les partisans de ce dernier affirment que la vieille garde, en embuscade, compte sur la crise en cours pour revenir dans le jeu.

“On ne veut pas du retour de ceux qui ont volé l’Arménie”, affirme Aïda Ghevondian, une professeure d’anglais de 60 ans, présente lundi à la manifestation pro-Pachinian.

“Ils disent que Pachinian est coupable de la guerre. Mais les gens qui étaient au pouvoir avant lui sont coupables de s’être enrichis et de ne pas avoir renforcé l’armée”, poursuit-elle.

Alors que le pays est secoué par les remous politiques, beaucoup d’Arméniens semblent plutôt se concentrer sur les nombreux soucis de l’après-guerre.

“Beaucoup de gens ressentent de l’apathie, de la fatigue, de la réticence et un manque de confiance envers les deux camps”, pointe Alexandre Iskandarian, responsable du Caucasus Institute à Erevan.

Et peu importe l’évolution de la situation, la rancœur et les divisions pourraient durer longtemps.

“Les turbulences vont continuer, peu importe le scénario. Aucun doute là-dessus”, estime Alexandre Iskandarian.

3. Les Nouvelles d’Arménie

2 mars 2021

Le chef de la diplomatie arménienne souligne à nouveau l’influence néfaste de (...) - Nouvelles d’Arménie en Ligne (armenews.com)

Le chef de la diplomatie arménienne souligne à nouveau l’influence néfaste de la Turquie

Dans un entretien accordé le samedi 27 février à l’agence de presse russe RIA Novosti, le ministre arménien des affaires étrangères Ara Aivazian a souligné une fois encore le rôle néfaste joué par la Turquie dans la dernière guerre déclarée par l’Azerbaïdjan contre les Arméniens du Karabagh et plus généralement dans la région, en rappelant que tous les mercenaires étrangers qu’elle avait recrutés pour combattre les Arméniens dans les rangs de l’armée azérie devaient quitter la région. “La décision des autorités de l’Azerbaïdjan de transformer leur propre pays en un satellite de la Turquie et en un foyer de terrorisme constitue une sérieuse menace, non seulement pour la sécurité régionale mais aussi pour la sécurité internationale”, a notamment déclaré le chef de la diplomatie arménienne, en soulignant que le fait que des combattants étrangers étaient toujours présents sur le sol azerbaïdjanais avait été confirmé et reconnu par différents pays ainsi que des organisations internationales. Dans le même temps,

le rôle de la Turquie dans le déploiement de ces mercenaires en Azerbaïdjan a été clairement confirmé et commenté, voire condamné, comme l'ont fait la Russie et la France durant les six semaines de combats qui ont opposé les Azéris et les Arméniens à l'automne 2020. Alertés par les informations divulguées par les autorités arméniennes et corroborées par différents media selon lesquelles la Turquie avait recruté dès septembre 2020, avant même le déclenchement des hostilités par l'Azerbaïdjan, des centaines de mercenaires parmi les rebelles et djihadistes dans les zones qu'elle contrôle au nord de la Syrie pour les envoyer combattre les Arméniens du Karabagh dans les rangs de l'armée azérie qu'elle soutenait elle-même activement sur le plan militaire, les dirigeants de la France de la Russie, et d'autres pays, avaient mis en garde contre l'implication de djihadistes dans le conflit, en exprimant leurs craintes de voir la région devenir un nouveau foyer du terrorisme islamiste. La Turquie comme l'Azerbaïdjan, ont à plusieurs reprises opposé un farouche démenti à de telles accusations, mais les preuves sont là, comme l'a indiqué le ministre arménien des affaires étrangères, en rappelant que plusieurs de ces combattants étrangers avaient été capturés par les forces arméniennes de l'Artsakh et avaient admis, durant leurs interrogatoires, avoir été rémunérés pour combattre aux côtés des Azéris, l'affaire ayant été confiée aux autorités judiciaires compétentes, a précisé le ministre arménien.

D'une manière plus générale, Ara Aivazian a indiqué que la guerre du Karabagh avait mis en lumière l'influence néfaste de la Turquie dans la région, qu'il s'agisse de l'envoi de djihadistes depuis les territoires qu'elle contrôle au Moyen Orient, surtout en Syrie et en Libye, ou de la livraison d'armes à son allié azéri. "Nous attendons de la communauté internationale qu'elle mène une action plus ciblée de telle sorte que la Turquie renonce à saon attitude ouvertement agressive à l'encontre de l'Arménie et du peuple arménien", a notamment déclaré A.Aivazian. Interrogé sur l'éventualité d'une implication de la Turquie dans le processus de négociations et sur les positions de l'Arménie à ce sujet, A. Aivazian a laissé entendre qu'elle ne serait pas acceptable pour Erevan, seuls les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE étant habilités à participer à ce processus de négociations ; il a ajouté que la "Turquie, qui a ouvertement encouragé les activités de terroristes du Moyen Orient contre l'Artsakh, utilisé ses effectifs militaires et ses drones de combat contre la population pacifique de l'Artsakh, avait non seulement prouvé son niveau d'implication dans le conflit mais aussi montré combien elle s'était éloignée du processus de négociations".

Il convient de rappeler qu'au moment où le chef de la diplomatie arménienne

rappelait le recours de l'Azerbaïdjan à des terroristes djihadistes envoyés par la Turquie pour combattre les Arméniens du Karabagh et appelait ces mercenaires étrangers à quitter définitivement la région, l'Azerbaïdjan ripostait par un tout autre discours, en se flattant de détenir des « terroristes arméniens ». C'est ainsi que qualifie en effet le président azéri Ilham Aliev les prisonniers de guerre arméniens qu'il refuse de restituer à l'Arménie, en violation des termes de l'accord de cessez-le-feu qu'il a signé le 9 novembre 2020 avec le premier ministre arménien Nikol Pachinian sous l'égide du président russe Vladimir Poutine mettant fin à six semaines d'une guerre meurtrière. Les négociations arméno-azéries achoppent toujours sur cette question que la partie azérie estime réglée, si l'on en juge aux dernières déclarations des autorités de Bakou selon lesquelles tous les prisonniers de guerre arméniens auraient été rendus à la partie arménienne en échange des prisonniers azéris. Ceux dont la partie arménienne réclame le retour sont tenus pour des terroristes par Bakou, qui compte peut-être ainsi esquiver les condamnations relatives à la présence de terroristes djihadistes à la solde d'Ankara sur son territoire !

4. Les Nouvelles d'Arménie

2 mars 2021

La langue russe en Artsakh ? - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

La langue russe en Artsakh ?

Le 2 mars, la Commission permanente de la science, de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports de l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh a organisé des auditions parlementaires sur le projet de loi de la République d'Azerbaïdjan « portant amendement à la loi sur la langue ».

Les auditions étaient présidées par Aram Harutyunyan, président du Comité permanent de la science, de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports de l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh. Gagik Baghunts, le chef de la faction « United Homeland », et Metaxe Hakobyan, le député de la faction « Justice » d'Artsakh, ont fait des rapports connexes.

Avant de passer à la justification du projet de loi, Aram Harutyunyan envisage d'avoir une large discussion publique sur le projet de loi. Selon les justifications fournies par les coauteurs du projet de loi, les amendements à la loi tiennent principalement compte de la nécessité d'une présence à long terme des soldats de la paix russes en Artsakh, de la nécessité d'une solution conjointe de nombreux problèmes sociaux et de communication, coopération dans la construction, la santé, l'éducation et la science.

Metakse Hakobyan a accueilli favorablement l'opinion présentée dans la lettre ouverte des conférenciers de la Chaire de langue et littérature arméniennes de l'ArSU, selon laquelle il est proposé d'accepter le russe comme langue de travail pouvant être utilisée dans d'autres institutions publiques. Le co-auteur a assuré que la proposition sera discutée et prise en compte lors de l'élaboration de la version finale. Une telle proposition a également été faite par la faction « Artsakh Democratic Party ».

Les auditions ont été accompagnées de questions et réponses des députés et des parties prenantes.

Au cours de l'échange de vues, des propositions ont été faites pour rendre le libellé du projet de loi avec des arguments plus clairs, plus concrets et convaincants, et pour présenter au public des justifications compréhensibles et compréhensibles. Artak Ghulyan, chef de l'Inspection des langues du ministère de l'Éducation et des Sciences de la République d'Artsakh, s'est félicité de la publicité d'une question aussi vitale que l'activité de la société et des parties prenantes et a proposé de donner au russe le statut de langue de communication interethnique.

A l'issue des auditions, Aram Harutyunyan a informé que les discussions sur la question se poursuivraient au sein de la commission élargie.

Le Président de NA, des députés, des représentants d'établissements d'enseignement, des personnes intéressées, des étudiants en formation à la production dans NA étaient présents aux auditions.

Assemblée nationale de la République d'Artsakh

5. Les Nouvelles d'Arménie

2 mars 2021

Lettre de 200 législateurs pour plus de fermeté envers la Turquie - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Lettre de 200 législateurs pour plus de fermeté envers la Turquie

Un groupe bipartite de plus de 180 représentants américains a appelé le secrétaire d'Etat Antony Blinken à « élever les droits de l'homme » dans la politique américaine envers une Turquie de plus en plus antidémocratique et anti-américaine, a rapporté le Comité national arménien d'Amérique.

Dans une lettre du Congrès - soutenue par l'ANCA, dirigée par le représentant Seth Moulton (D-MA) et Anthony Gonzalez (R-OH), et soutenue par le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants

Gregory Meeks (D-NY) et le membre de rang Michael McCaul (R-TX) – les législateurs ont soutenu que « le président Erdogan et son parti pour la justice et le développement ont utilisé leurs presque deux décennies au pouvoir pour affaiblir le système judiciaire turc, installer des alliés politiques à des postes clés de l'armée et des services de renseignement, réprimer la liberté d'expression et de la presse et emprisonner injustement des opposants politiques, des journalistes et des minorités. Depuis 2016, plus de 80 000 citoyens turcs ont été emprisonnés ou arrêtés et plus de 1 500 organisations non gouvernementales ont été fermées pour réprimer l'opposition politique ». Ils ont poursuivi en notant que « le gouvernement du président Erdogan a même apporté son style dans les rues de notre capitale nationale, lorsque lors de la visite d'Erdogan aux États-Unis en 2017, le personnel de sécurité turc a agressé des manifestants pacifiques et des employés fédéraux ».

Le 16 mai 2017, Hamparian, président de l'ANCA avait filmé l'attaque brutale de manifestants pacifiques par le personnel de sécurité et les partisans du président Erdogan au Sheridan Circle de Washington, DC, en face de la résidence de l'ambassadeur turc, où Erdogan devait avoir une réunion à huis clos avec les dirigeants du groupe de réflexion. La vidéo virale de Hamparian montre des forces pro-Erdogan franchissant une ligne de police et battant des manifestants pacifiques – des hommes âgés et plusieurs femmes – qui étaient sur le sol, saignant pendant la majeure partie de l'attaque. La vidéo de Voice of America sur les attentats a fourni des preuves solides que le président Erdogan avait personnellement ordonné l'attaque.

Dix-neuf auteurs ont été inculpés pour ces brutalités, dont quinze membres du service de sécurité du président turc Erdogan, deux Canadiens, qui auraient été rapatriés en Turquie, et deux Américains d'origine turque. Les 19 accusés ont tous été inculpés de conspiration en vue de commettre un crime de violence, avec une aggravation des crimes de partialité – des accusations de crimes haineux – qui sont passibles d'une peine maximale de 15 ans de prison. Deux des accusés – Eyup Yildirim et Sinan Narin – ont plaidé coupable à une accusation d'agression et ont purgé un an de prison. Sur la base d'un accord de plaidoyer, la composante « crimes de haine » des accusations a été supprimée. Ils ont été libérés en mars 2018.

La lettre de Moulton-Gonzalez fait suite à un effort similaire mené par les sénateurs Ron Wyden (D-OR) et Marco Rubio (R-FL) et soutenu par plus de la moitié du Sénat, exhortant l'administration Biden-Harris à « insister auprès du président Erdogan et de son administration pour qu'ils mettent immédiatement

fin à leur répression de la dissidence dans le pays et à l'étranger, libèrent les prisonniers politiques et les prisonniers de conscience, et inversent leur cours autoritaire ».

6. Les Nouvelles d'Arménie

2 mars 2021

Les territoires sous contrôle azéri sont considérés comme « occupés », selon le (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Les territoires sous contrôle azéri sont considérés comme « occupés », selon le Parlement de l'Artsakh

L'Assemblée nationale de l'Artsakh a publié une déclaration lundi, soulignant que les territoires de l'Artsakh actuellement sous le contrôle de l'Azerbaïdjan sont considérés comme étant occupés par l'Azerbaïdjan.

La législature de l'Artsakh a souligné que l'agression menée par l'Azerbaïdjan contre la République de l'Artsakh et l'occupation desdits territoires ne peuvent avoir aucun impact juridique sur le statut de la République de l'Artsakh et le processus de détermination des frontières lors de futures négociations.

La déclaration dit :

L'Assemblée nationale de la République de l'Artsakh réaffirme que :

Le 2 septembre 1991, l'indépendance de la République du Haut-Karabakh (Artsakh) a été déclarée sur la base de la législation de l'URSS et des normes du droit international.

La République de l'Artsakh a repoussé l'agression déclenchée par la République d'Azerbaïdjan de 1992 à 1994, qui s'est accompagnée de nombreuses violations du droit international humanitaire.

La République de l'Artsakh, en tant que partie au conflit, a participé à diverses négociations dans le cadre du Groupe de Minsk de l'OSCE entre 1992 et 2020 afin d'assurer la stabilité régionale et le règlement pacifique du conflit du Karabakh.

Le 27 septembre 2020, la République d'Azerbaïdjan, en violation de son engagement devant le Groupe de Minsk de l'OSCE et les pays coprésidents de renoncer à l'usage de la force, a lancé une attaque militaire de grande envergure contre l'Artsakh, qui a vu des milliers de nos compatriotes tués, tant parmi la population civile que dans l'armée de défense, et a délibérément détruit l'infrastructure civile et le patrimoine culturel de la République de l'Artsakh.

Sur la base des réalités susmentionnées, l'Assemblée nationale de la République

de l'Artsakh annonce que

1. Les territoires de la République de l'Artsakh qui sont passés jusqu'à présent sous le contrôle de l'Azerbaïdjan sont considérés comme étant occupés par la République d'Azerbaïdjan.

2. L'agression menée par l'Azerbaïdjan contre la République de l'Artsakh et l'occupation des territoires mentionnés ne peuvent avoir aucun impact juridique sur le statut de la République de l'Artsakh et sur le processus de détermination des frontières lors de futures négociations.

7. ARMENPRESS

1 mars 2021

We are ready to hold snap elections, if opposition agrees - PM Pashinyan | ARMENPRESS Armenian News Agency

We are ready to hold snap elections, if opposition agrees - PM Pashinyan

YEREVAN, MARCH 1, ARMENPRESS. Prime Minister of Armenia Nikol Pashinyan announced that they are ready for snap elections, if the parliamentary forces give consent, ARMENPRESS reports Pashinyan said during the rally at the Republican Square.

The PM added that the opposition has made all possible efforts to show in the streets that the people demand his resignation. "They failed to do that, and I give them another chance, I challenge them, let's hold another election and we will see whose resignation the people demand", Pashinyan said.

8. Les Nouvelles d'Arménie

2 mars 2021

Entretien Macron-Erdogan mardi soir en visioconférence - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Entretien Macron-Erdogan mardi soir en visioconférence

Paris, 1 mars 2021 (AFP) - Emmanuel Macron s'entretiendra mardi à 18 heures avec le président turc Recep Tayyip Erdogan en visioconférence, pour évoquer notamment les relations bilatérales, les questions régionales et les relations avec l'Union européenne, a indiqué l'Elysée.

Ce sera la première fois que les deux dirigeants se reparleront depuis septembre, précise la présidence, après des mois de vives tensions.

Cet entretien intervient dans un contexte de profonds désaccords diplomatiques entre la Turquie et la France, qui s'opposent sur plusieurs dossiers comme la Libye, la Syrie, la Méditerranée orientale ou encore l'offensive de Paris contre

l'influence turque sur l'islam en France.

Les deux hommes ont eu de vifs échanges, le président turc allant jusqu'à s'interroger sur la « santé mentale » de son homologue français, après les déclarations d'Emmanuel Macron en défense de la liberté d'expression, y compris les caricatures de Mahomet.

Son homologue turc avait appelé ses concitoyens à boycotter les produits français et accusé le président français d'« islamophobie ». Paris avait rappelé son ambassadeur à Ankara pour consultations.

Même des enseignants français de la prestigieuse Université Galatasaray d'Istanbul ont été pris dans l'engrenage, en se voyant récemment privés de leur permis de travail et menacés d'expulsion à tout moment.

En décembre, les pays européens se sont accordés pour sanctionner Ankara, pour ses forages gaziers unilatéraux en Méditerranée orientale. La Turquie a aussi agacé ses partenaires occidentaux en intervenant en Libye pour soutenir le gouvernement de Tripoli et en appuyant l'Azerbaïdjan dans son conflit armé avec l'Arménie dans la région du Haut Karabakh.

Mais fin janvier, confronté à l'arrivée d'un nouveau président américain potentiellement hostile, le chef d'Etat turc a changé de ton et martelé qu'il souhaitait « écrire une nouvelle page » dans ses relations avec l'UE.

Ankara a même tendu un rameau d'olivier à Athènes en l'invitant à des discussions, prévues fin janvier, sur l'exploitation des hydrocarbures en Méditerranée.

Début février, Emmanuel Macron s'est dit « très heureux » du changement de ton du président turc. « J'espère maintenant que nous allons obtenir des résultats » en Syrie, en obtenant « le retrait des troupes turques en Libye », au Nagorny-Karabakh ou en « faisant baisser la tension », avait dit le président français au cours d'une vidéoconférence avec l'Atlantic Council.

9. Les Nouvelles d'Arménie

2 mars 2021

Décès du père Guregh Dallyan, disparition d'une belle figure de l'Église (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Décès du père Guregh Dallyan, disparition d'une belle figure de l'Église arménienne

Ce matin, 1 mars 2021, lors d'un accident de la circulation sur l'autoroute qui relie Erevan à la ville de Sevan, est décédé le père Guregh [Cyril] Dallyan.

Le père Guregh a été durant de nombreuses années le recteur de l'église de Djrvej dans la région du Kotayk située au Nord d'Erevan.

C'est une grande figure spirituelle qui disparaît à un moment où les Arméniens ont tant besoin d'être consolés, réconciliés entre eux et peut-être aussi avec Dieu. Authentique pasteur, le père Gurégh était apprécié des croyants de notre Église bien au-delà des limites de sa paroisse. Chaque dimanche, de nombreux fidèles originaires d'Erevan et de communes voisines convergeaient vers l'église de la Sainte Mère-de-Dieu de Djrvej pour participer dans une ambiance de grand recueillement à la divine liturgie et entendre ses homélies.

Concernant les questions liées à la bioéthique et à la morale, le père Guregh pouvait avoir des positions que nous considérerions ici, en France, comme « conservatrices », mais l'amour du prochain qui l'habitait lui permettait d'aborder ces questions et de conseiller sans blesser tous ses interlocuteurs. Il était un grand confesseur, converti tardivement, dans la quarantaine.

Issu d'une famille d'artistes - il était le petit-fils de du barde Goussan Chéram et le neveu du célèbre chanteur d'opéra Chara Dallyan - Krikor Dallyan avait commencé par être étudiant à l'Institut Polytechnique d'Erevan où, d'après sa propre confession, il avait rapidement compris qu'il n'était fait ni pour les Mathématiques ni pour la Physique. Convaincu qu'il lui fallait devenir artiste pour renouer avec les traditions familiales, il s'était alors tourné vers le théâtre et le cinéma. Il deviendra ensuite réalisateur.

Dans une interview très libre à une télévision arménienne - l'homme était austère d'apparence mais pas sans humour - le père Guregh raconte comment tous les membres de sa famille qui ne comptait qu'une vieille grand-mère pieuse qui lâchait de temps à autres la formule « Mégha, Der Hissous-Krisdos » [J'ai péché, Seigneur Jésus-Christ] ont fini par se convertir au Christ. Son père ayant, toujours d'après ses propres propos, « résisté » le plus longtemps.

Il avait également évoqué l'histoire de sa conversion personnelle à l'équipe de Thomas Wallut, producteur de l'émission « Chrétiens Orientaux » de France 2. Le père Gurégh avait alors accepté de témoigner dans un documentaire intitulé « Après l'hiver soviétique », diffusé le 3 février 2013.

La figure lumineuse du père Guregh nous manque déjà au cœur de l'hiver que vit le peuple arménien depuis le 9 novembre dernier, et plus encore en ces jours de confusion et de trouble où son discernement et sa paix intérieure nous auraient été si précieux.

Le père Guregh était de ces prêtres que chacun d'entre nous aurait aimé avoir pour père spirituel. Il est aujourd'hui aux côtés des bienheureux de notre Église

et il ne nous perd pas de son regard profond et lumineux.

Éternelle mémoire !

Sahag Sukiasyan

10.Le Figaro

27 février 2021

Pour les jeunes Franco-Turcs, la tentation Erdogan (lefigaro.fr)

Pour les jeunes Franco-Turcs, la tentation Erdogan

ENQUÊTE - La jeune génération de la diaspora est une cible de choix pour Ankara, qui encourage ses membres à devenir des ambassadeurs du nationalisme turc.

De son premier vote, Ohran garde un souvenir «de fierté». Nous sommes alors en juin 2018 et le jeune normand franco-turc glisse un bulletin pour le parti de Recep Tayyip Erdogan dans l'urne. Tout comme ses cousins et ses amis de lycée, avec qui il s'est rendu au consulat de Nantes pour les élections présidentielles turques. «Nous avons ensuite fait une petite fête pour célébrer la victoire du président et le futur de notre pays», se souvient, enthousiaste, le jeune homme.

Les 2500 kilomètres et les deux générations qui séparent Ohran d'Istanbul n'ont pas éloigné le jeune Franco-Turc de la vie politique du pays de ses grands-parents. Au contraire : pour lui comme pour beaucoup d'autres jeunes au sein de la diaspora, Erdogan est très populaire. Cet automne, la DGSI adressait plusieurs rapports dévoilant l'ampleur de l'entrisme turc en France, selon le JDD. Dans le viseur d'Ankara, la jeunesse est une cible de choix. «L'enjeu, pour Erdogan, est de parvenir à faire d'une troisième génération [Cet article est réservé aux abonnés].

11.Libération

1 mars 2021

Dans le Haut-Karabakh, la vie reprend de guerre lasse - Libération (liberation.fr)

Reportage

Dans le Haut-Karabakh, la vie reprend de guerre lasse

Près de quatre mois après la fin du conflit entre les forces arméniennes et azerbaïdjanaises, l'avenir de la région, qui se reconstruit lentement avec le soutien de la Russie, demeure incertain. Un choix douloureux s'impose aux habitants : faut-il partir ou rester coûte que coûte ?

A Martouni, une ville du Haut-Karabakh ravagée par les roquettes de l'armée azerbaïdjanaise, samedi. (Morgane Bona)

par Morgane Bona, envoyée spéciale à Stepanakert

Parvenir jusqu'à Stepanakert, la capitale de la «république d'Artsakh», comme les Arméniens appellent l'Etat autoproclamé du Haut-Karabakh, n'est pas chose aisée. Avant d'apercevoir l'affiche avec Vladimir Poutine proclamé «homme de l'année 2020» par un magazine arménien à l'entrée de la ville, les voyageurs doivent se soumettre aux contrôles des sept check-points de la force russe de maintien de la paix. Les 68 kilomètres enneigés et brumeux de la seule route qui relie l'Arménie au Haut-Karabakh sont truffés de postes et de bases militaires russes. Les 1 960 soldats envoyés par Moscou sont chargés de veiller au respect du cessez-le-feu signé dans la nuit du 9 novembre, qui a mis fin à la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie. Leur présence rassure les habitants revenus dans la région. [Article réservé aux abonnés.]

12.France Culture

27 février 2021

Turquie : un nouveau récit national ? (franceculture.fr)

Turquie : un nouveau récit national

Avec l'essayiste, documentariste et directeur des éditions du Cerf Jean-François Colosimo, auteur notamment de "La religion française" (2019) et des documentaires "Les Cités de Dieu" (2000) et "Turquie, nation impossible" (2019). Jean-François Colosimo est essayiste, romancier et documentariste. Théologien orthodoxe et historien des religions, il est également le directeur général des éditions du Cerf depuis 2013, après avoir été le président du Centre national du livre. Il est auteur notamment de La religion française (2019) et des documentaires Les Cités de Dieu (2000) et Turquie, nation impossible (2019). Nous le recevions déjà en avril 2018 pour analyser le retour du religieux, après la défense des racines chrétiennes de la France et du lien entre Eglise et Etat par Emmanuel Macron au collège des Bernardins.

Nous le recevons cette fois à l'occasion de son livre Le Sabre et le turban (éditions du Cerf, décembre 2020). L'originalité de sa thèse est de mettre en parallèle deux parcours, ceux des deux dirigeants Atatürk et Erdogan. Au-delà des éléments apparents de ruptures entre les deux hommes, il y a une véritable continuité : du laïcisme à l'islamisme, l'idée est toujours la même, celle de se débarrasser des minorités ethniques (Kurdes, Arméniens, Grecs, Alévis...) et de renouer avec la visée hégémonique de la Turquie. Pour arriver à ce même but, le premier a nationalisé l'islam, le second a islamisé la nation, nous averti l'essayiste. Nationaliser l'islam ou islamiser la nation : deux projets qui se

rejoignent dans leur volonté hégémonique.

Atatürk est le fondateur, Erdogan est le refondateur. Pour bien comprendre leur unité, il faut se pencher sur ceux qui ont souffert d'un pouvoir ultra-autoritaire. Demandez aux Kurdes, demandez aux Alévis... Sans oublier les Grecs, les Juifs, les Arméniens. Vous êtes face à une construction nationaliste qui avance à marche forcée. Atatürk et Erdogan, c'est recto-verso. Leur prétendu duel est plutôt un duo. (Jean-François Colosimo)

Le 24 juillet 2020, jour du 97^e anniversaire du traité de Lausanne qui fixe les frontières de la Turquie moderne, la prière musulmane est célébrée à Sainte-Sophie, la basilique-musée convertie en mosquée par le président le 10 juillet 2020. En présence de Recep Tayyip Erdoğan, le patron du département des cultes fait un discours non pas sur la foi mais sur le thème de la conquête, turban sur la tête et sabre à la main. Pour Jean-François Colosimo, Sainte-Sophie est ainsi le symbole des engagements militaires d'Erdogan, bien plus que religieux.

Erdogan en arrive aujourd'hui aux pleins-pouvoirs. Maintenant qu'il est en situation quasi-dictatoriale, il veut partir à la conquête du monde. Il veut mobiliser pour s'imposer internationalement. Saint-Sophie, c'était une déclaration de guerre. (Jean-François Colosimo)

Le bon avenir de la Turquie est de se redécouvrir comme un pays carrefour qui garde la mémoire de tant de culture, plutôt que comme un pays impérial. (...) Les étudiants sont le vrai espoir de demain pour la Turquie. (Jean-François Colosimo)

Un essai qui évoque le projet turc de conquête belliciste qui se joue sous les yeux des Etats-Unis et de l'Europe, et en appelle à la responsabilité des dirigeants pour voir cette menace turque et cesser de se compromettre moralement en acceptant des accords symptômes d'une ingérence dans la crise migratoire.

13.La Gazette Drouot

27 février 2021

Karen Matevosyan, gardien du Matenadaran (gazette-drouot.com)

Karen Matevosyan, gardien du Matenadaran

Véritable sanctuaire arménien du savoir, le Matenadaran abrite l'une des plus riches collections de manuscrits anciens au monde. Sur lesquels veille le directeur scientifique de ce musée-institut, phare du pays.

Un livre est quelqu'un », écrivait Victor Hugo dans ses Proses philosophiques. Au Matenadaran -Institut Machtots de recherche sur les manuscrits anciens, ils sont plus de vingt mille. Certains arrachés des flammes, d'autres transportés en lieu et

place du pain par des paysannes illettrées, fuyant les persécutions d'envahisseurs étrangers. Comme l'Homélaire de Mouch du XIII^e siècle, ouvrage de 28 kilos et de 601 pages en parchemin, que cet institut expose au public. Trônant en majesté sur une haute colline de la capitale arménienne, le vénérable sanctuaire du savoir national est une ode à l'âme de son peuple, assoiffée de connaissance. Préserver la sienne, coûte que coûte, est une question de survie identitaire dans la contrée où naquit officiellement, en l'an 301, le premier État chrétien au monde. Dès lors, sans cesse envahie et inexorablement amputée de ses territoires ancestraux, l'Arménie s'attachera à son unique allié fidèle : son alphabet singulier. Créé en 405 par le moine Mesrop Machtots, les 36 lettres - elles s'élèvent à 39 depuis - seront l'assurance-vie du patrimoine national. Et les premiers livres - traductions enluminées de la Bible et des Évangiles -, les outils d'alphabétisation du peuple en sa langue natale. Devenu un institut de recherche en 1959, le Matenadaran, dont le nom signifie « bibliothèque », accomplit depuis un colossal travail scientifique, qui lui a valu l'inscription au registre international « Mémoire du monde » de l'Unesco, en 1997. Le professeur Karen Matevosyan, son directeur scientifique, lève un coin de voile sur les activités d'études et de conservation des trésors rescapés.

Évangile de Malatia, copié et enluminé en 1268 au monastère d'Euphratèse par Thoros Roslin, destiné au catholicos Konstantin I, parchemin, 22 x 17 cm.

© Matenadaran

Depuis 1959, votre institut a publié plus de 200 volumes d'ouvrages scientifiques sur les manuscrits détenus par le Matenadaran. Quels sont les travaux que vous menez actuellement ?

Notre plus grand défi est le catalogage détaillé de chaque pièce de notre vaste collection. À ce jour, dix volumes d'inventaire englobant les écrits du Ve au XII^e siècle sont déjà parus, et la publication de vingt autres volumes est prévue dans les prochaines décennies. Actuellement, ce travail est réalisé par nos cent vingt chercheurs dont chacun a une spécialisation très ciblée : linguiste, historien, musicien, critique d'art, restaurateur, etc. Dans cette équipe multidisciplinaire, nous comptons même un médecin chercheur - Armen Sahakyan - qui réhabilite les recettes médicinales des manuscrits. Il faut savoir que répertorier une pièce relève du travail de détective.

Pourriez-vous donner un exemple concret de ce travail de référencement ?

Cela dépend du type d'ouvrage. Si trois mille de nos manuscrits sont en grec,

latin, hébreu, syriaque, arabe, persan, tout le reste, soit dix-sept mille, sont en grabar (arménien ancien). C'est pourquoi le travail d'un linguiste capable de déchiffrer chacun de ces objets uniques est indispensable. Ensuite, c'est sa thématique - religieuse, artistique, scientifique, médicale, littéraire ou musicale - qui aiguille le choix des autres experts. Ils doivent être des spécialistes de la discipline dont traite le manuscrit, car chaque détail, même le plus infime, a une importance capitale dans l'interprétation. Sans parler de l'authentification de l'auteur du manuscrit, de la période et de l'endroit de sa réalisation, de ses commanditaires, etc.

Pourtant, les scribes arméniens avaient l'habitude de rapporter toutes ces informations à la fin de l'ouvrage dans le chapitre « Mémorial » ?

Absolument. Mais tous nos manuscrits ne sont pas intacts. D'où l'importance d'une analyse minutieuse, sachant que la plupart des monastères arméniens, dès le Ve siècle, ont été des centres de recherche scientifique et artistique. Leur vocation principale : la traduction des textes et l'écriture ou la copie des manuscrits, aussi bien religieux que scientifiques, littéraires ou musicaux. En raison de l'histoire mouvementée de l'Arménie, beaucoup de ces précieux travaux ont été détruits, pillés ou perdus. Cependant, parmi nos trésors survivants, nous avons la chance de compter les traductions en arménien de la Chronique d'Eusèbe de Césarée et Sur la nature de Zénon de Kition, dont les œuvres originales ont disparu à jamais.

La Cène, évangile Targmautchats, copié en 1232 par Tiratsou et enluminé par Grigor, folio 170r, Parchemin, 30 x 26 cm.

© Matenadaran

En tant qu'historien, spécialiste du Moyen Âge et auteur de vingt ouvrages sur le sujet, comment expliquez-vous la grande variété stylistique des manuscrits enluminés arméniens de cette période ?

La réponse est à chercher du côté de l'évolution géopolitique de l'Arménie de cette époque, qui a contribué à la renaissance, au XIIIe siècle, de l'art de l'enluminure arménienne, ses débuts remontant au Ve siècle. Cet âge d'or a vu fleurir un grand nombre d'artistes très talentueux en Arménie, dont Toros Roslin est l'un des plus illustres. Mais aussi au royaume arménien de Cilicie, où Sargis Pitsak était l'un des chefs de file au début du XIVe siècle. Sans oublier Grigor Tsaxkox en Artsakh, nom arménien du Haut-Karabakh, ou Margaré à Ani, capitale de l'Arménie au Xe siècle, surnommée la « ville aux mille et une églises ». Entre le

XIVe siècle et le XVIe siècle, c'est l'école du Vaspourakan qui se distingue par son style de miniatures très particulier, bien que simple par rapport à celui de Cilicie, aux dessins extrêmement élaborés et généreusement dorés. L'explication en est très simple : Vaspourakan était une principauté nettement moins aisée que le royaume de Cilicie, et ses commanditaires étaient des membres des couches populaires, et non des nobles fortunés.

Pourquoi les miniatures arméniennes de Cilicie semblent-elles également plus universelles ?

Sans doute parce qu'elles marient avec succès l'art byzantin à l'art islamique. N'oublions pas qu

...